

Grèce : «La confiance dans la zone euro est en jeu»

Article paru sur le site Le Journal des Finances

A l'issue d'une conférence de presse commune, Jean-Claude Trichet et Dominique Strauss-Kahn ont enjoint l'Allemagne à se décider très rapidement sur l'aide à apporter à Athènes, sans pour autant se prononcer sur le montant alloué. La Chancelière a à son tour appelé mercredi à «accélérer» les négociations.

Rassurer les marchés pris de panique ; convaincre les députés allemands d'accorder un prêt à la Grèce. Telle est la double mission qu'ont menée mercredi après-midi Dominique Strauss-Kahn (DSK), directeur du Fonds monétaire international, et Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne (BCE) lors d'une conférence de presse commune à Berlin, au Parlement allemand.

Dominique Strauss-Kahn s'est dit «confiant» quant à la résolution des difficultés financières de la Grèce. A la condition que «la zone euro et le FMI agissent vite». Même discours rassurant de la part de Jean-Claude Trichet : «Je fais l'hypothèse de travail que nous aboutirons à un très bon résultat à la fin de cette négociation. Cela dépend de nous et cela dépend du gouvernement grec. Je suis confiant.»

Un message que la Chancelière allemande a semble-t-il entendu. Dans un communiqué, Angela Merkel a en effet abondé dans le sens de Trichet et DSK, appelant à «une activation du plan la plus rapide possible». Sans toutefois délivrer un chèque en blanc au gouvernement grec. «L'Allemagne apportera sa contribution, mais la Grèce doit aussi apporter sa contribution», a averti Angela Merkel, sous-entendant que son pays n'apporterait son aide qu'à la condition de nouvelles mesures d'austérité soient mises en place.

Les réformes «seront douloureuses»

Concernant les modalités pratiques du plan d'aide à la Grèce, le directeur du FMI s'est refusé à communiquer le moindre montant, tant que les discussions avec le gouvernement grec ne seront pas closes. Il n'a pas non plus souhaité commenter le chiffre global de 100 à 120 milliards sur trois ans avancé plus tôt par des députés allemands. Il a en revanche fait savoir que la Grèce ne commencera à rembourser les prêts qui lui seront consentis que lorsqu'elle sera tirée d'affaire. Les réformes à mettre en place en contrepartie, cependant, «seront douloureuses», a-t-il d'ores et déjà prévenu. Déclaration peut-être de mauvaise augure, le ministre grec de l'emploi a déjà fait savoir que son pays refusait de procéder aux coupes salariales exigées par le FMI et la BCE.

Les deux responsables ont cependant semble-t-il réussi à remplir leur première mission, rassurer les marchés. Le coût des assurances sur la dette grecque, les CDS (Credit default swaps), a fortement chuté à 690 points de base, alors qu'ils culminaient à 822 points la veille, rapporte Markit News. Sur les marchés des actions, les investisseurs restent inquiets. A Paris, notamment le CAC 40 perd encore 1% à 16 heures à 3.805 points.

Les parlementaires allemands ont-ils été sensibles aux discours de Trichet et Strauss-Kahn ? Toujours est-il que ces derniers ont enfoncé le clou au Bundestag. «Ne pas agir à temps pourrait avoir des conséquences au-delà de l'Europe» a prévenu le directeur du FMI, rejoignant sur ce point le premier ministre grec Georges Papandréou. C'est la «confiance dans la zone euro qui est en jeu» a-t-il ajouté. Un leitmotiv

repris par Jean-Claude Trichet, président de la BCE. Ce dernier a insisté sur la nécessité «absolue» pour l'Allemagne de se décider très rapidement, afin d'éviter toute contagion dans la zone euro.

100 à 120 milliards d'aide évoqués

Plus tôt dans l'après-midi, un député allemand, Jürgen Trittin, avait déclaré que le montant global du plan d'aide à la Grèce devrait atteindre 100 à 120 milliards d'euros sur trois ans, disant citer le directeur du FMI qui s'exprimait dans l'enceinte du Bundestag. En contrepartie de cette aide financière plus importante que prévu, la Grèce devrait s'abstenir de recourir aux marchés pour se financer, durant les trois années à venir, croit savoir Jürgen Trittin.

Autre information glanée au Bundestag où Jean-Claude Trichet, président de la BCE, et Dominique Strauss-Kahn s'exprimaient cette après-midi, la BCE et le FMI auraient rejeté la demande de certains parlementaires allemands de faire participer certaines banques au plan d'aide mis en place, selon les déclarations d'un député de la CDU, le parti de la Chancelière Angela Merkel.

A cette occasion, les députés allemands, qui pourraient donner du fil à retordre aux dirigeants de la zone euro et du FMI, ont lancé une mise en garde : leur soutien au plan allemand d'aide à la Grèce ne sera «pas automatique».

.